

JEUNESSE DU MONDE

Journal de l'Organisation Communiste de France

La renaissance communiste, une nécessité historique

Tandis que les fins de mois deviennent impossibles pour la majorité des travailleurs, que les services publics sont démantelés et que la précarité s'étend, Emmanuel Macron entraîne la France dans une fuite en avant guerrière.

Responsable de la casse sociale et du démantèlement de notre souveraineté budgétaire, industrielle et stratégique, le président se pose désormais en relais zélé de l'axe UE-OTAN, engagé dans une logique d'escalade militaire lourde de dangers pour la paix mondiale. Sous couvert de « défense européenne », la France est sommée de subordonner sa politique étrangère, militaire et économique à des intérêts qui ne sont pas les siens. Pendant que l'on arme et que l'on menace, les hôpitaux s'effondrent, l'école recule, les retraites sont amputées et les salaires gelés. La guerre extérieure sert d'alibi à la guerre sociale. Telle est la logique de l'Union européenne du capital :

austérité pour les peuples, profits pour l'oligarchie, mise sous tutelle des nations.

Face à cela, le monde du travail et les citoyens sont désarmés par des états-majors politiques et syndicaux adeptes du « dialogue social » et des compromissions avec l'Union européenne. Ils feignent la résistance tout en bloquant toute mobilisation nationale contre l'UE, l'euro et l'OTAN. Cette capitulation ouvre un boulevard à l'extrême droite, dont le faux souverainisme masque un projet profondément réactionnaire : livrer la France à une Europe autoritaire, antisociale et contraire à l'héritage humaniste de la France des travailleurs. Face au régime macroniste, à l'Union européenne et au danger

fascisant, une seule perspective est à la hauteur : rebâtir un véritable parti communiste, enraciné dans la classe ouvrière, le monde du travail et le peuple, portant une ligne à la fois progressiste, patriotique, anti-fasciste et internationaliste. Un parti de rupture, visant la sortie de l'UE, de l'euro et de l'OTAN, pour remettre l'argent au service des salaires, des retraites et des services publics, non des guerres impérialistes et d'une oligarchie corrompue.

C'est à ce prix que la France pourra redevenir une nation libre, sociale et souveraine. L'heure est à l'organisation consciente de la renaissance communiste. Soutenez la !

Par Gilliatt,
secrétaire national de l'OCF

sommaire

édito : p. 1

- La renaissance communiste, une nécessité historique

actualités : p. 2 et 3

- Crise de l'immobilier
- Le gel organisé
- L'OCF en campagne !

idées nouvelles : p. 4

- Fascisation, n.f.

international : p. 5

- Venezuela : entre propagande et réalité

culture : p. 6 et 7

- Du manga à la rue
- Chroniques du Rouge-gorge

brèves : p. 8

- Jeunesse du Monde devient le journal de l'OCF



Crise de l'immobilier : marchandisation des besoins primaires

En 2017 le président Emmanuel Macron déclarait vouloir atteindre un objectif « zéro SDF ». Une déclaration calculée qui avait pour objectif d'accroître son capital sympathie au sein de la gauche social-démocrate grâce à ses origines PS. Ses actes parlent pour lui, en 2012 l'INSEE estimait 143 000 personnes SDF en France, en 2024 ce chiffre est estimé à 350 000, selon la Fondation pour le logement. La politique néo-libérale d'Emmanuel Macron avait pour unique objectif de renforcer le droit des propriétaires et de faciliter l'acquisition de bien immobilier pour les 10 % les plus riches.

Revenons quelques années en arrière. Grâce à la reconstruction d'après-guerre, nos aïeux ont pu profiter d'une situation économique fleurissante, rendant l'achat

d'un logement très accessible en quelques années de vie active. Mais, comme l'indique le CGEDD, à partir des années 2000, nous pouvons observer une bascule avec une importante augmentation du prix de l'immobilier. Le logement est soudainement devenu une marchandise.



Cette perspective doit aussi être mise en lien avec la difficulté d'accès au crédit ainsi que l'augmentation des intérêts et de la durée du remboursement. La France manque

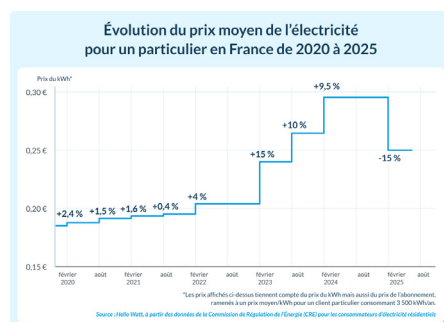
de logements accessibles, lorsque ceux-ci ne sont pas détenus par une minorité qui s'enrichit grâce à la raréfaction du logement permettant un fort bénéfice à la revente ou l'augmentation du prix du loyer qui est indexée sur le marché et non les besoins.

Pendant ce temps, en République Populaire de Chine, grâce à la planification économique, et malgré l'économie de marché, plus de 90 % de la population possède un logement. La crise immobilière est en fait une crise du logement, c'est-à-dire le résultat catastrophique de l'installation de la spéculation sur un besoin fondamental. L'avenir semble bien sombre pour une jeunesse au niveau de vie qui se dégrade de plus en plus.

Arno

Le gel organisé : comment l'État et les monopoles plument la jeunesse

La hausse de 40 à 45 % du prix de l'électricité en deux ans est une réalité. Pour un jeune vivant seul dans un petit logement, souvent mal isolé, l'impact est direct. Pour ces jeunes, le chauffage électrique intensif représente des factures s'élevant de 100-150 € par mois en moyenne, voire davantage en cas d'usage important (télétravail, présence prolongée, température élevée). L'abonnement, qui a lui aussi fortement augmenté, pèse



© Hello Watt

d'autant plus sur les petits budgets. La baisse des prix de gros ne nous atteint pas, car l'État rattrape maintenant, via les taxes et les tarifs de réseau, l'argent « avancé » pendant le soi-disant bouclier tarifaire.

Pour le chauffage, souvent au gaz dans les logements étudiants et les petits appartements, le calcul est tout aussi cynique. Les hausses successives, dont un bond de 11-12 % à l'été 2024, alourdissent chaque facture de plusieurs dizaines d'euros sur l'hiver. La légère baisse affichée début 2024 a été immédiatement annulée par la hausse de la fiscalité. Résultat : se chauffer devient un luxe, et l'alternative est l'humidité, le froid et l'isolement.

Cette crise est un révélateur social. Elle expose comment l'État, au service des monopoles comme Engie et TotalEnergies, organise

un transfert massif de richesses. Il compense les pertes des fournisseurs via des mécanismes complexes (CSPE, TURPE, certificats d'économie d'énergie), en faisant payer la note aux précaires, aux étudiants et aux travailleurs. On nous parle de marché, mais il s'agit d'une administration politique des prix pour garantir les profits. La régulation n'est qu'un théâtre légitimant ce vol.

L'État bourgeois préfère voir une génération grelotter dans l'angoisse du compteur plutôt que de menacer les dividendes des actionnaires. Cette violence économique quotidienne n'est pas une erreur de gestion, c'est la logique même du capitalisme monopoliste. La fin de système économique est la seule issue à ce gel calculé.

Joanna

L'OCF en campagne !

À Choisy-le-Roi, l'Organisation Communiste de France se présente aux élections municipales au sein de la liste d'union populaire aux côtés de la France Insoumise. Cyrille, militant à l'OCF et candidat sur la liste, nous en dit un peu plus sur les coulisses de cette campagne.

JDM : Peux-tu te présenter et nous expliquer ce que tu fais à l'OCF ?

Cyrille : Je suis Cyrille, je milite à l'OCF depuis 2018, et dans le 94 – une des sections de l'OCF les plus actives en France – depuis 2022 lorsque j'ai commencé à travailler à l'Université de Créteil. Nous avons décidé en 2023 de recentrer l'activité de la section sur Choisy-le-Roi parce qu'il s'agit d'une ville historique très importante pour les communistes, notamment parce qu'il y avait l'École Centrale du PCF où se sont formés de nombreux cadres historiques du parti. Il s'agit aussi d'une des grosses villes du 94 qui ont été perdues par le PCF au profit de la droite. On milite sur le terrain depuis 2 ans, notamment en vendant la Jeunesse du monde, et depuis septembre 2024 on est présent absolument toutes les semaines au marché. On fait aussi des collectes alimentaires hebdomadaires et des distributions alimentaires mensuelles qui attirent (malheureusement...) beaucoup de monde. Cela nous a fait beaucoup connaître de la mairie et des autres forces politiques.

JDM : Pourquoi avez-vous décidé de faire campagne avec LFI pour les municipales ?

C. : L'enjeu numéro 1, c'est le bien-être de la population. Déjà le PCF a fait de mauvaises choses en fin de mandat, notamment en privatisant la cantine scolaire. On veut que la ville rebascule dans une volonté politique de mettre en place une vraie démocratie populaire municipale et socialiste. Par ailleurs, cela nous permet d'avoir un ancrage politique plus fort, d'être pris au sérieux par les autres forces politiques et de professionnaliser notre pratique dans le sens de la prise du pouvoir pour sortir de la simple pratique militante classique, de telle sorte que

nos actions en tant qu'organisation communiste aient des effets directs et concrets sur la vie des gens.

Aussi un des enjeux centraux pour nous en tant qu'organisation communiste est d'obtenir un local afin d'avoir un lieu fixe identifié OCF dans lequel on pourrait centraliser notre activité. Notre but est de monter en puissance pour qu'enfin il y ait une solidarité populaire et de classe dans la ville de Choisy qui puisse faire pression contre la casse sociale que nous subissons.

JDM : Quelles sont les perspectives d'avenir pour l'OCF et la ville de Choisy ?

C. : Si on gagne, la ville de Choisy pourrait devenir un laboratoire politique de mise en pratique d'idéaux communistes dans le quotidien. Et cela représenterait un saut qualitatif pour l'OCF car on pourrait vraiment poser la première fondation concrète à l'édifice d'une véritable reconstruction communiste.

JDM : Et pour la jeunesse ?

C. : Je parlerais de fierté, la fierté d'avoir construit et achevé une étape pour quelque chose de beaucoup plus grand qui ne peut se construire qu'avec l'appui de toute la jeunesse, y compris les jeunes travailleurs. L'horizon est de

reconstruire une jeunesse communiste prise au sérieux, qui ne soit pas seulement cantonnée à des manifs et des blocages de facs mais qui soit ancrée dans le monde du travail et qui soit proactive dans des sections. J'ai connu la destruction d'acquis sociaux dont j'ai pu bénéficier, dont je ne bénéficierais plus et dont les jeunes d'aujourd'hui ne bénéficieront pas. Pour moi c'est une honte qu'on en soit arrivé là, et donc la jeunesse doit se battre pour elle et pour ceux qui viendront après elle.

JDM : Un dernier mot pour conclure ?

C. : Il est important de faire front particulièrement dans ces temps troubles de fascisation, de marche à la guerre et de gabegie économique néolibérale, et il est nécessaire de reconstruire un parti authentiquement communiste, qui ne verse ni dans le gauchisme ni dans le réformisme. Il faut de la solidarité, de l'espérance, de la praxis, et il faut se former théoriquement. Je ne blâmerai jamais quelqu'un de ne pas lire, mais l'important est d'avoir des bases théoriques qui viennent renforcer une pratique militante qui fasse de soi un communiste authentique, car c'est dans la praxis, en militant comme tel et pas seulement en lisant des livres, qu'on est communiste.



Action de porte-à-porte à Choisy-le-Roi le 23 novembre. Cyrille au centre.

Fascisation, n.f. :

Def. Le Robert : Le fait de devenir fasciste, de rendre fasciste (un pays, un régime politique).

Comme l'analysait Dimitrov au VII^e Congrès de l'Internationale Communiste, le fascisme est « la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires du capital financier ». Il ne s'agit pas d'un pouvoir « petit-bourgeois », mais d'un instrument direct du grand capital pour briser les conquêtes ouvrières, diviser le peuple et préparer la guerre. Cette définition reste d'une actualité brûlante : derrière le vernis « national » et les discours pseudo-populaires, c'est toujours le même bloc financier qui tire les ficelles.

En 2025, la fascisation progresse en France comme dans toute l'Europe. Ce n'est pas un retour aux années 1930, mais la forme actuelle de la dictature terroriste du capital financier. Quand le système capitaliste vacille, quand la colère populaire monte, la bourgeoisie renforce l'autoritarisme et la répression politique. L'Union européenne et l'OTAN sont au cœur de ce processus : l'UE impose l'austérité, les privatisations et la destruction des droits sociaux, tandis que l'OTAN militarise le continent et prépare la guerre permanente. Pour imposer ces choix impopulaires, il faut réduire les libertés, réprimer les luttes et criminaliser toute contestation.

Dans notre pays, les signes sont désormais évidents : états d'urgence, lois liberticides, répression policière contre les mouvements sociaux et les quartiers populaires, attaques contre les migrants, surveillance de plus en plus généralisée, affaiblissement de la justice et de la presse. L'appareil d'État se durcit, tandis que l'extrême droite est normalisée et intégrée comme une roue de secours du capital. Le fascisme moderne ne s'avance pas en uniforme : il adopte la démagogie nationale, se présente comme défenseur des « Français », tout en protégeant toujours les monopoles capitalistes.

La fascisation est un processus. Chaque recul démocratique, chaque directive européenne imposant l'austérité, chaque alignement sur les guerres de l'OTAN préparent une dictature adaptée aux besoins du capital financier.

Face à cela, le danger principal reste la division du camp populaire. Les travailleurs sont dispersés, parfois démoralisés par l'immobilisme des centrales syndicales opportunistes, et enfermés dans de fausses oppositions par l'extrême droite pendant que la social-démocratie politique et syndicale refuse toute rupture avec l'UE et le capitalisme, paralysant le mouvement ouvrier. Pour stopper la fascisation, il faut reconstruire le front unique : unité d'action de la classe ouvrière et de la jeunesse dans les entreprises et les quartiers. Défense des salaires, interdiction des licenciements, renforcement des services publics, régularisation des sans-papiers, dissolution des groupes fascistes et purge de l'appareil d'État des éléments putschistes.

Mais l'unité sans stratégie politique ne suffit pas : nul antifascisme efficace n'est compatible avec l'UE, l'euro, l'OTAN et le capitalisme. L'UE interdit toute politique sociale réelle ; l'OTAN conduit à la guerre ; le capitalisme engendre l'austérité, le racisme et la répression. Pour reconquérir la démocratie et la souveraineté populaire, il n'y a qu'une voie : sortir de l'UE et de l'OTAN, rompre avec le capitalisme et engager une transition vers un pouvoir réellement populaire et socialiste.

Ce front unique ouvrier doit former l'ossature d'un large Front populaire patriotique et antifasciste entraînant les larges couches de la paysannerie, des intellectuels, des cadres et de la petite-bourgeoisie frappés par la crise. Il doit rappeler que l'ennemi n'est ni l'étranger ni le voisin, mais les banques, les monopoles et l'oligarchie européenne.

Le fascisme est féroce mais fragile. Il peut être vaincu par l'action organisée du monde du travail. Chaque grève, chaque mobilisation, chaque comité populaire est une barrière contre la barbarie. L'heure n'est ni au désespoir ni à l'attente : l'heure est à la lutte, à l'unité, à la rupture avec l'UE-OTAN et le capitalisme.

William

Nikolaï Tchernychevski
Que faire ?
Les hommes nouveaux



Notre conseil lecture : **Que faire ?** de Nikolaï Tchernychevski

Dans *Que faire ?* de Tchernychevski, la mère cynique de Vérotchka constate que pour survivre dans ce système, il faut devenir « méchante ». Mais seule la voie choisie par sa fille permet une vie pleinement humaine, au-delà de la résignation ou de l'individualisme superficiel : s'engager dans la transformation révolutionnaire de la société.

Venezuela : entre propagande impérialiste et réalité anti-hégémonique

Qualifié d'« État narco-terroriste », le Venezuela fait face à une escalade militaire, économique et médiatique des États-Unis. Saisies de pétroliers, blocus, menaces d'invasion, divisions de l'opposition et réactions internationales : derrière le discours antidrogue, quels intérêts réels motivent l'offensive américaine et comment le Venezuela y répond-il ?

Depuis plusieurs mois, le Venezuela, qualifié d'État « narco-terroriste », fait l'objet d'une offensive accrue de la part des États-Unis. Sous couvert de lutte contre le trafic de drogue, Washington a lancé l'opération « Southern Spear », marquée par des frappes contre des navires au large du pays et ayant déjà causé plus d'une centaine de morts. Cette escalade menée sous l'administration Trump (impliquée dans le scandale Epstein) s'accompagne d'un blocus aérien et naval, ainsi que de menaces d'intervention terrestre publiquement évoquées par Trump. Pourtant, alors que les drogues ravagent depuis longtemps la société étasunienne, cette agressivité renouvelée interroge sur les véritables motivations des USA à l'égard du Venezuela.

Hégémonie des USA dans la région et contrôle des ressources

Depuis la doctrine Monroe de 1823, les USA ont proclamé l'Amérique latine et les Caraïbes comme leur sphère d'influence exclusive. En 2025, l'administration Trump ravive cette doctrine dans sa nouvelle Stratégie de sécurité nationale, étendant la notion d'« hémisphère occidental » à une zone de contrôle incluant l'Amérique latine, les Caraïbes, le Canada et le Groenland. Dans ce contexte, Trump a récemment accusé le Venezuela d'avoir « volé » du pétrole appartenant aux États-Unis, en référence à sa nationalisation dans les années 1970, affirmant que les USA ne tolérerait pas qu'un « régime hostile » conserve ce pétrole, qui devrait être « rendu aux États-Unis immédiatement ».

Le 10 décembre, les USA saisissent un premier pétrolier vénézuélien, le *Skipper*, un acte qualifié à raison par l'actuel président Nicolas Maduro de « piraterie navale ». Ce premier

pétrolier est alors bien vite suivi le 20 décembre par un second nommé le *Centuries*. Ce dernier éclaire une deuxième dimension des motivations derrière les agressions US contre le Venezuela. En effet, le *Centuries* transportait 1,8 million de barils pour une société chinoise et n'apparaissait pas sur la liste officielle des entités sanctionnées par les USA. Clairement, le blocus vise à interrompre le flux de pétrole venu par le Venezuela, notamment à la Chine mais aussi à Cuba.



© Color Collective Press

Réactions au Venezuela

Face aux agressions étasuniennes, le gouvernement vénézuélien a déployé sa marine pour escorter les pétroliers, mobilisé près de 200 000 soldats et encouragé la résistance armée, allant jusqu'à armer des civils volontaires. Des manifestations de soutien au président et de rejet de l'ingérence étrangère ont également eu lieu.

Si certains opposants, comme Edmundo González Urrutia et María Corina Machado, soutiennent l'intervention US et bénéficient d'une forte couverture médiatique, d'autres figures de l'opposition, comme Henrique Capriles, s'y opposent ouvertement. À gauche, plusieurs mouvements rejettent toute ingérence étrangère, notamment le Parti communiste du Venezuela, qui appelle à une transition politique sans intervention des États-Unis. Ainsi, l'opposition vénézuélienne est loin d'être unanime : les partisans d'une intervention des USA restent minoritaires, tandis qu'une large partie de la population continue d'exprimer son soutien au gouvernement.

Réactions internationales

À l'international, les réactions sont partagées. Des pays comme le Mexique et le Brésil ont proposé leur médiation et appelé au calme, craignant une déstabilisation de toute l'Amérique latine. L'Iran, la Chine, la Russie et la Colombie ont quant à eux exprimé leur solidarité avec le Venezuela. En décembre 2025, 600 à 800 militants internationaux se sont réunis à Caracas pour l'Assemblée des Peuples pour la Paix et la Souveraineté malgré le blocus des États-Unis.

Quant à l'Union Européenne, elle continue de faciliter l'agression des États-Unis. Le conseil européen a voté ce mois-ci pour le renouvellement des sanctions contre le Venezuela jusqu'en janvier 2027. Ces sanctions incluent un embargo sur les armes et équipements de « répression » et des interdictions de voyager et gels d'avoirs pour 69 individus et entités liés au gouvernement vénézuélien.

Mouna,
pour le Comité Henri Alleg

Du manga à la rue : pourquoi le drapeau de Luffy flotte sur les révoltes de la Gen Z

Plusieurs luttes populaires ont été récemment portées par la « Gen Z ». Depuis l'utilisation du masque de « V pour Vendetta » par le mouvement Anonymous, du salut de Katniss Everdeen au Myanmar ou en Thaïlande contre les dictatures militaires, c'est aujourd'hui le drapeau de Luffy qui flotte en signe de révolte.

Qu'est-ce qui est révolutionnaire dans ce drapeau pirate ? Pourquoi est-ce utilisé en symbole ? L'univers de *One Piece* montre des structures d'exploitation et de domination impérialiste. On y voit la condition prolétarienne des citoyens ordinaires, l'oppression des peuples colonisés comme à Wano ou à Ohara, et l'esclavage pur au service de l'aristocratie à Mary Geoise. Brandir l'étendard de Luffy, c'est donc afficher une identification intuitive avec la lutte contre tous les rapports d'exploitation. Dans notre monde on a vu le drapeau de Luffy brandis par les jeunes du Bangladesh face à un gouvernement autoritaire ne leur offrant rien d'autre que l'exploitation pour le compte des capitaux occidentaux ; de Madagascar face à un gouvernement corrompu à la solde du néo-colonialisme français (leur président s'est réfugié chez nous à bord d'un rafale !) ; mais aussi au Maroc, au Pérou, au Timor-Leste ou encore au Népal face à un gouvernement revendiquant le socialisme mais corrompu, où la jeunesse était d'idéologie marxiste.

Cependant, ces symboles font l'objet d'une récupération par l'impérialisme, notamment étasunien.

Au Mexique, lors de manifestations portées par une colère légitime, aux côtés du drapeau de *One Piece* se trouvaient des croix gammées et des tags antisémites visant la présidente Claudia Sheinbaum. Le gouvernement mexicain a dénoncé l'ingérence du réseau Atlas (vaste réseau d'influence étasunien finançant l'extrême droite partout dans le monde). L'attaque contre Sheinbaum, figure progressiste et opposante à l'agenda de Trump, n'est pas un hasard. Détourner et retourner les luttes progressistes est un invariant de l'empire US depuis la guerre froide : financement par les programmes culturels de la CIA des gauches anticommunistes ; provocation de révoltes contre des gouvernements résistant à l'impérialisme pour laisser place à un chaos où les impérialistes peuvent laisser libre cours à leurs ingérences. Face à ce combat idéologique permanent avec la bourgeoisie, il est crucial de s'emparer du récit historique et de la vérité des rapports d'exploitation. Dans *One Piece*, cette lutte est symbolisée par le « Siècle Oublié », c'est-à-dire le savoir historique caché dont la révélation brise l'hégémonie idéologique bourgeoise pour viser une

société sans classes. Dans cette analogie, Luffy incarne la force révolutionnaire spontanée, instinctive et fédératrice. Par ses actions, il pulvérise les appareils d'oppression locaux et devient le catalyseur qui réveille les consciences et permet l'auto-émancipation des peuples. Mais à ses côtés existe l'organe indispensable de la stratégie victorieuse : l'Armée Révolutionnaire dirigée par Dragon. Celle-ci représente l'avant-garde organisée, disciplinée et consciente. Son but est d'abattre de manière systématique le Gouvernement Mondial, en construisant une conscience de classe internationale et en soutenant méthodiquement les luttes de libération nationale.

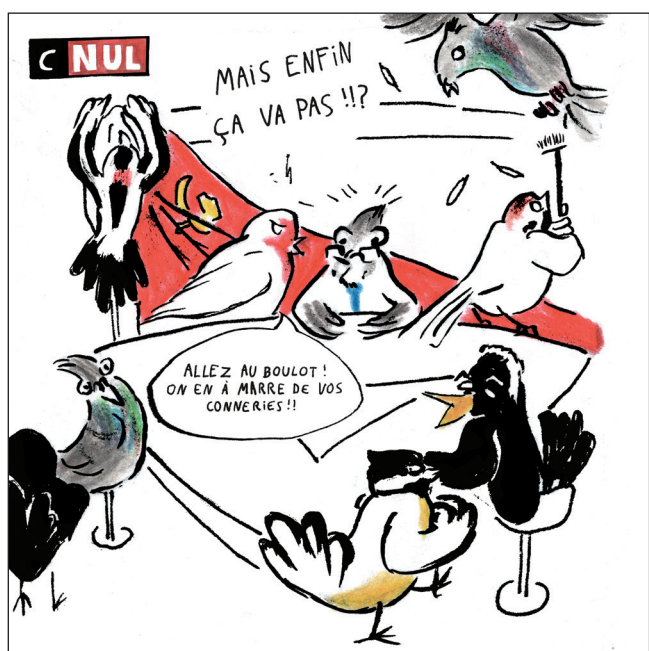
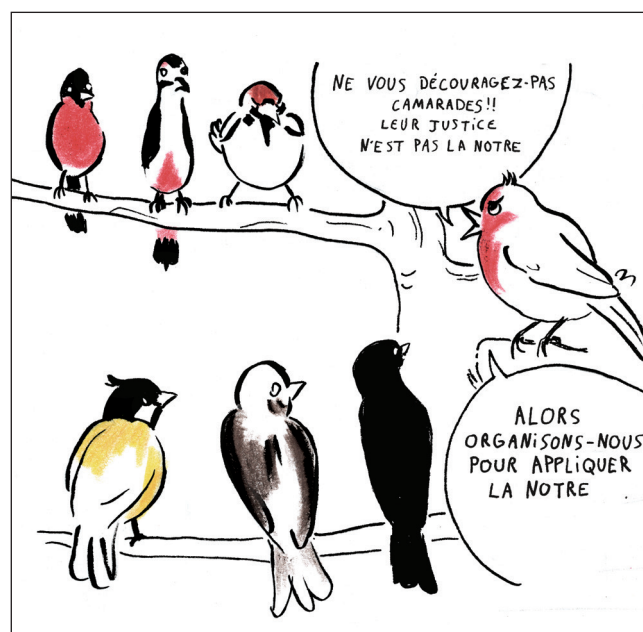
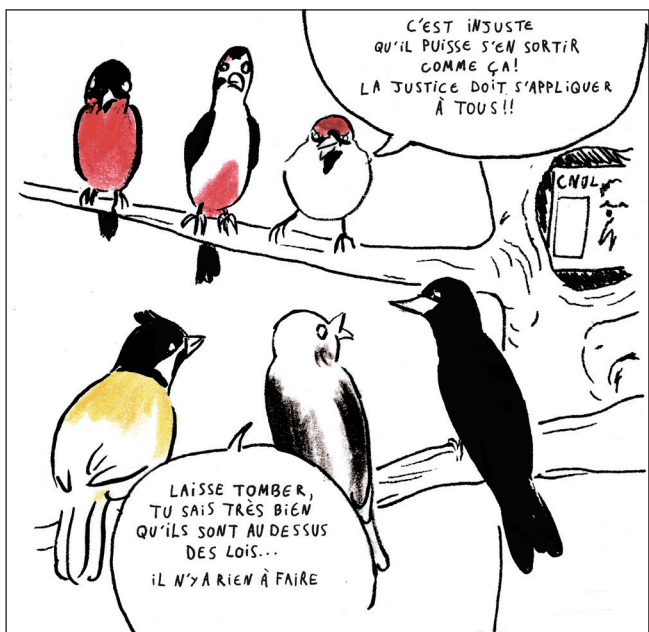
Pour faire face aux pièges de la bourgeoisie, nous avons impérativement besoin de la discipline, de la théorie et de l'organisation stratégique que symbolise l'Armée Révolutionnaire. Si les formes traditionnelles d'organisation – syndicats, partis, soviets – demeurent des piliers essentiels de la lutte politique et sociale, les révoltes de la jeunesse s'appuient de plus en plus sur des outils numériques comme les réseaux sociaux ou des plateformes comme Discord pour émerger et se coordonner. Ces nouvelles formes d'organisation en ligne, bien que souvent moins structurées et pas encore pleinement abouties, représentent une adaptabilité et une créativité militante significatives. L'enjeu aujourd'hui est donc d'articuler la force et la permanence des structures classiques avec l'agilité et le potentiel de mobilisation de ces nouvelles pratiques, afin de construire une organisation à la hauteur des défis révolutionnaires contemporains.



Un manifestant porte le drapeau national indonésien et un drapeau pirate de l'anime japonais « One Piece », lors d'une manifestation à Surabaya, en Indonésie, 29/08/ 2025. © Atlantico

Les chroniques du Rouge-gorge

© Roman Le Gac



Jeunesse du Monde devient le journal de l'OCF !

Depuis sa création, Jeunesse du Monde s'est voulue un outil politique au service de la renaissance communiste en France. Longtemps journal des Jeunes pour la renaissance communiste (JRJC), il a accompagné les efforts militants visant à reconstruire une perspective révolutionnaire après la mutation du PCF. Aujourd'hui, Jeunesse du Monde devient le journal de l'Organisation Communiste de France (OCF). Ce choix, loin d'être symbolique, induit une clarification politique essentielle.

La création de l'OCF répond à un constat : l'absence persistante d'un parti communiste en France capable de faire de la classe ouvrière un sujet politique organisé. Depuis vingt ans, les organisations se réclamant du marxisme-léninisme sont enfermées dans un esprit de cercle empêchant toute accumulation réelle de forces. Idéalisé, soupçonné de bureaucratisme ou réduit à un groupuscule, le parti y demeure une abstraction, tandis que le communisme y est ravalé au rang de tradition ou de simple lobby au sein de la social-démocratie.

Cette situation s'explique par des conditions objectives défavorables mais aussi par des facteurs subjectifs : défaitisme idéologique, déconnexion avec les travailleurs, incapacité à dépasser les logiques groupusculaires. Pourtant le capitalisme et l'impérialisme n'ont pas disparu et aucune autre force sociale que la classe ouvrière n'a démontré sa capacité historique à renverser le pouvoir bourgeois.

L'OCF se fixe donc pour tâche de construire un parti communiste s'appuyant sur les fondements léninistes. Refusant l'opportunisme, elle affirme que seule une organisation disciplinée, démocratique et ancrée dans la classe ouvrière permettra aux travailleurs de France de se constituer en force révolutionnaire consciente.

C'est dans cet esprit militant, et pour la renaissance communiste en France, qu'un congrès réunira, les 3 et 4 janvier prochains, des militantes et militants communistes venus de toute la France.

L'objectif de ce congrès est de donner l'élan nécessaire afin de poser les bases d'une organisation communiste, avec la perspective de tenir un nouveau congrès dans un an. L'année qui s'ouvre sera une année charnière pour les communistes de France. Nous la voulons comme celle d'un tournant historique de la renaissance communiste dans notre pays : l'année où seront posées des fondations solides permettant

d'envisager la création d'un véritable parti communiste, léniniste, tourné vers la classe ouvrière et dirigé par elle.

Ce parti est l'outil de lutte qui manque cruellement aux travailleurs de ce pays pour mener enfin des combats victorieux en faveur de la paix, du progrès social et de l'indépendance nationale.

Un parti capable de rassembler et de lutter unis contre le capitalisme, l'Union européenne, l'euro et l'OTAN.

Baptiste, ancien secrétaire national de la JRJC



L'Organisation Communiste de France refuse la mutation sociale-démocrate et « euro-constructive » de ce qui était, à la Libération, le grand parti de la classe ouvrière. Nous tendons la main à tous les communistes de France qui ne doivent plus « errer dans la nature » mais, dès à présent, s'engager pour la reconstruction du Parti communiste qui manque tant aux travailleurs, à la jeunesse et à la nation.



Retrouvez-nous sur les réseaux et notre site!

www.jeunessedumonde.fr

 **@ocf_officiel**